



Royaume du Maroc
Conseil consultatif des droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE

15 Octobre 2010

15 أكتوبر 2010



أحمد العبادي

محمد الدرهم

أحمد حرزني

الأطراف الحزبية، وغاب عنه وزير الثقافة بنسالم حميش، طغى عليه زخم الذكرى : ذكرى ادريس بنزكري. فالراحل، الذي اكتفى شريط الشهادات، الذي تم تقديمه في الافتتاح وأنجزه سعد الشرايبي، بأن يظهر جزء من جنازته وهو يوارى التراب، أبت وزيرة الثقافة السابقة، ثريا جبران، إلا أن تذكره بالاسم في كلمتها، التي بعثت بها لتعذر مجيئها شخصيا بسبب المرض. ذكرت الرجل، وعظمت شأنه ونضاله من أجل تثبيت حقوق الإنسان وبناء لجنة مغرب الحقوق والمكرامة.

هذا المغرب، تحديدا، هو الذي أتاح إلى كل من أحمد حرزني، وأحمد عبادي، والحاج محمد الدرهم، أول أمس توقيع اتفاقيات ومواثيق تعاقدية تجمع هيئاتهم مع هيئات حكومية أخرى من أجل الانخراط في مشروع المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان المتصل بالأرضية المواطنة للنهوض بثقافة حقوق الإنسان. إذ، في هذا السياق، شهد اليوم، الذي اختتم أمس الخميس بحفل فني بمسرح محمد الخامس، توقيع 4 اتفاقيات بين المجلس الاستشاري، والانتلاف، ووزارة التربية الوطنية، والرابطة المحمدية للعلماء، ووزارة الشباب والرياضة. وهي أطراف مرجح أن يتوسع عددها، كما أوضح ذلك أحمد حرزني، وشدد أحمد عبادي، الذي أبرز أن «رهان الاستيعابية هو أهم رهان يرفعه المشروع الذي يتوخى أن يتبنى خطابه كافة مكونات المجتمع المغربي وفاعليه».

■ **فطومة نعيمي**



لطيفة العابدة وأحمد حرزني يوقعان اتفاقية شراكة

«مجموعة عمل النهوض بثقافة حقوق الإنسان»، التي يرأسها أحمد العبادي، تروم خلق دينامية لتعبئة الفاعلين الحكوميين وغير الحكوميين والفاعلين في الحقلين الثقافي والإعلامي. وهذه التعبئة تحديدا، يعتبر الأمين العام للرابطة المحمدية للعلماء، أحمد العبادي، أنها ضرورية لضمان «استيعابية أكبر لهذا المشروع، والتي ستتحقق فعليا بانخراط كافة مكونات المجتمع». اليوم التواصل، الذي حضرته وجوه سياسية تنتمي لغالب

كانوا ثلاثة: 3 مآكان ليسمح مغرب الأمس القريب باجتماعهم علنا في مكان واحد.

السياسي (أحمد حرزني)، وعالم الدين (أحمد العبادي)، والفنان (الحاج محمد الدرهم)، التقوا أول أمس الأربعاء بالرباط ليعلموا بمناسبة لقاء تواصل للنهوض بثقافة حقوق الإنسان، اشتغالهم معا على مشروع مشترك يمتدته الأساسية دعم وإشاعة ثقافة حقوق الإنسان.

«غصة الغبن»، التي كان أحسها الحاج محمد الدرهم رئيس الائتلاف المغربي للثقافة والفنون، - ولربما مثله الكثير من الفنانين - بسبب، كما صرح له الأحداث المغربية: «اقتصار هيئة الإنصاف والمصالحة على محاولة التصالح مع ذات المجتمع السياسية فيما أقصت الذات الفنية والحال أن سنوات الرصاص طالت الفاعل السياسي كما الفنان إذ عانت الإجهاض كل التجارب الفنية الطليعية. وتم قمع كل صوت وفعل ومبادرة فنيين ملتزمين»، (غصة الغبن) زالت، كما يعترف محمد الدرهم، ولابد من «رسم خطى جديدة لبناء مغرب التسامح والتصالح والحقوق. لذلك نحن هنا. نعلن التزامنا بالمساهمة في التغيير والتحديث والتأسيس لقيم المواطنة الحقيقية».

أحمد حرزني، رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، «وريت» عمل هيئة الإنصاف والمصالحة، اعتبر في كلمته الافتتاحية لليوم أن «النهوض بثقافة حقوق الإنسان مشروع حقوقي وثقافي وبيداغوجي ذو بعد اجتماعي». وأوضح أن الأرضية المواطنة للنهوض بثقافة حقوق الإنسان، التي أعدتها

Réitéré dans une charte élaborée dernièrement

Engagement pour la promotion des droits de l'Homme

« Lancé par le CCDH, le Plan national de la promotion des droits humains vise à influencer positivement sur les comportements des citoyens », a déclaré Ahmed Herzenni, président du Conseil consultatif des droits de l'Homme, mercredi 13 octobre, en ouverture de la journée de communication sur les droits humains à Rabat. Il a indiqué, également, que ce plan entend renforcer la culture des droits humains en responsabilisant les institutions pour qu'elles jouent leur rôle de respect des droits humains et de consolidation de la démocratie. « C'est un projet ambitieux qui tend à toucher toutes les classes sociales », a-t-il conclu.

Organisée par le CCDH, en partenariat avec la Coalition marocaine de la culture et des arts (CMCA), cette rencontre qui s'est

étalée sur deux jours a réuni plusieurs défenseurs des droits de l'Homme ainsi que des artistes engagés. Ahmed Darhem, représentant de la CMCA, a souligné le rôle prépondérant de l'art dans la diffusion des droits humains à travers la société. Pour lui, l'artiste est appelé à devenir la locomotive de l'évolution sociétale en assurant la promotion de la culture de progrès, des devoirs et du respect des droits humains.

Le point fort a concerné de la présentation de la Charte d'engagement pour la diffusion et la promotion de la culture des droits de l'Homme par Ahmed Abbadi, président du groupe de travail « Promotion de la culture des droits de l'Homme/CCDH ». Ce document partant des principes et de la charte internationale des droits humains et des engagements du Maroc, présente les engagements

du Royaume (institutions publiques et privées). Ainsi, par cette charte, le Maroc s'engage à œuvrer au respect des droits et libertés à travers l'enseignement, l'éducation, les arts, les lettres et les différentes activités culturelles, artistiques, éducatives, sportives et environnementales, et à « prendre les dispositions nécessaires en vue de garantir la reconnaissance et l'exercice de ces droits ».

Par ailleurs, cette charte prévoit l'engagement du Maroc à présenter son soutien à la création artistique pour que tous les citoyens puissent jouir de leurs droits et de leurs libertés fondamentales, sans discrimination fondée sur la race, le sexe, la langue ou la religion. Parmi les 19 articles de cette charte, on cite aussi l'engagement à la sensibilisation et la conscientisation sur les

questions des droits humains. On relève, également, l'engagement à la facilitation d'accès aux formations et stages au profit des différents acteurs dans le domaine de la culture des droits de l'Homme. Elle stipule par ailleurs, l'engagement de l'Etat à prendre en considération les besoins fondamentaux des populations et à utiliser le discours et les moyens adéquats pour les catégories ciblées dans le domaine des droits de l'Homme, tout en insistant sur l'interdépendance de ces droits afin qu'ils s'érigent en outil de développement.

Rappelant enfin, que cette rencontre a été clôturée par une soirée artistique avec la participation de groupes musicaux et chanteurs engagés tels Nass El Ghiwane, Hamid El Kasri, Mohamed Darham et Nabila Maâne.

M.S

DROITS DE L'HOMME

Artistes et intellectuels relèvent le défi

Rencontre d'information entre le CCDH et la CMCA sur la promotion de la culture des droits de l'Homme.

OUAFAË BENNANI

Il était temps qu'artistes, créateurs et intellectuels adhèrent officiellement à la promotion de la culture des Droits de l'Homme au sein de notre pays. Une initiative qui a été concrétisée, mercredi dernier, par la signature de trois conventions, notamment celle entre le Conseil Consultatif des Droits de l'Homme et la Coalition Marocaine de la Culture et des Arts, puis entre le CCDH et le ministère de l'Education Nationale, représenté par Latifa Abida, et la troisième entre le CCDH et l'Alliance Mohammédia des Ouléma en la personne de son président, Ahmed Abbadi.

«C'est une action qui rentre dans le cadre d'un plan national pour la promotion de la culture des Droits de l'Homme. Elle est soutenue par plusieurs institutions gouvernementales et d'autres associations de la société civile, afin de participer à cette dynamique permettant d'ancrer des valeurs de dignité, de liberté, d'égalité, de solidarité, de tolérance et du respect des droits de tous. Ce projet aussi bien culturel que pédagogique possède une vision sociale pouvant influencer positivement les mentalités et les comportements. Mais, sa concrétisation nécessite l'adhésion de tous », souligne Ahmed Herzenni, président du CCDH.

En effet, c'est dans le cadre de ces objectifs escomptés et sur la base de ces valeurs hu-

LES CLÉS

Les participants à la soirée

- Nass El Ghiwane
- Mohamed Derhem
- Nouâmane Lahlou
- Hamid Kasri
- Chorale Sanae Amri
- Said Mouskir
- Batoul Marwani
- Groupe Archach
- Nabila Maân
- Groupe Banane de Danse
- Askouri
- Koumi

maines qu'a été organisée une rencontre d'information en partenariat avec la Coalition Marocaine de la Culture et des Arts (CMCA), afin de permettre aux créateurs marocains d'adhérer à la promotion et la diffusion de la culture des Droits de l'Homme.

Cette rencontre, tenue sur le thème sur « Une dynamique créative pour une citoyenneté active » a été, également, marquée par la présentation d'un projet de charte d'engagement pour la diffusion et la promotion de la culture des Droits de l'Homme. De son côté, le Secrétaire général de la CMCA a exprimé sa satisfaction quant à ce projet consistant à unir toutes les forces et potentialités pour un seul but : celui d'instaurer la culture des Droits de l'Homme dans notre société. « Nous sommes contraints, actuellement, d'adhérer, en tant que créateurs et artistes, à cette dynamique que connaît notre pays, afin de construire une nouvelle puissance à travers laquelle nous pouvons jouer le

rôle qui nous incombe en tant qu'esprit et conscience pour notre société. Ce rapprochement réalisé entre la CMCA et le CCDH, basé sur la coordination et la consultation mutuelle, nous permettra de construire un véritable partenariat fondé sur des objectifs clairs permettant de pousser vers l'avant la promotion de la culture des Droits de l'Homme », précise M. Derham.

Et d'ajouter qu'avec ce partenariat « nous aspirons à instaurer la culture des Droits de l'Homme en utilisant nos ressources culturelles et nos capacités artistiques dans le domaine du théâtre, de la musique, du cinéma, des arts plastiques, du livre entre autres composantes de la création.

Nous aspirons à ce que chaque créateur soit considéré comme un 'messager de bien' dont la tâche consiste à diffuser les valeurs de la tolérance et de la cohabitation, puis cultiver les graines de la citoyenneté ».

A ce propos, Mohamed Derham n'a pas omis, dans

son allocution, de louer les efforts considérables du groupe de travail au sein du CCDH, dirigé par le docteur Ahmed Abbadi, qui fait énormément de sacrifices pour la diffusion de la culture des Droits de l'Homme. Pour marquer cette rencontre d'information, une soirée artistique a été organisée au Théâtre National Mohammed V, où des artistes de renommée nationale ont exprimé leur engagement à promouvoir la culture des droits humains à travers leur art. Ainsi, une chanson hymne consacrée à cet événement, écrite et composée par Mohamed Derham, a été interprétée pour la première fois sur scène, un court-métrage sous forme de témoignages de créateurs, artistes et militants des droits de l'Homme mobilisés pour cette cause fut projeté, entre autres chansons, chorégraphie, photographies et arts plastiques.

Tous traitant du thème des Droits de l'Homme, montrant, de ce fait, l'ampleur de l'engagement de nos artistes dans ce domaine. «Je remercie, aussi, tous les artistes qui ont



participé à cette rencontre avec créations artistiques pour la circonstance », renchérit M. Derham qui a souhaité communiquer, dans les proches délais, les premiers programmes permettant d'activer ces partenariats, dont les premières étapes se dérouleront sous le signe de l'enseignement, la formation et la sensibilisation.

Un projet demandant une stratégie bien ficelée qui ne peut donner ses fruits qu'avec la coordination des différentes parties. ■

C'est une action qui rentre dans le cadre d'un plan national pour la promotion de la culture des Droits de l'Homme.

Ph. Kartouch

Charte d'engagement

La Charte pour la diffusion et la promotion de la culture des Droits de l'Homme se base, essentiellement, sur les dispositions de la plateforme citoyenne pour la promotion de la culture des Droits de l'Homme et sur les objectifs du plan d'action national en matière de démocratie et de Droits de l'Homme. Elle a pour objectif de créer une dynamique qui mobilisera tous les

acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux en vue de coordonner et d'amplifier les efforts actuels et futurs en faveur de la promotion de la culture des Droits de l'Homme et d'œuvrer, à travers le soutien et l'appui à la création artistique, à ce que tous les Marocains puissent jouir, sans discrimination, de leurs droits et de leurs libertés fondamentales.

«سفراء النوايا الحسنة» ورسل الخير من أجل انخراط الفنانين والعلماء في تكريس ثقافة حقوق الإنسان

فنن العفاني

وقع المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان أول أمس الأربعاء، اتفاقية شراكة مع الائتلاف المغربي للثقافة والفنون والرابطة المحمدية للعلماء، يتوخى من خلالها نشر وتعميم ثقافة حقوق الإنسان والنهوض بها، وذلك كأول أعمال لمضامين بنود الألفية المواطنة للنهوض بثقافة حقوق الإنسان، التي تعد أحد المشاريع الهيكلية التي يقودها المجلس والتي يروم من خلالها إلى جانب الخطة الوطنية حول الديمقراطية وحقوق الإنسان، التأكيد على دور المؤسسات ومسؤوليتها في احترام مبادئ حقوق الإنسان والحريات الأساسية، وتنمية الوعي بحقوق الإنسان عبر تمكين الأفراد والجماعات من التمتع بحقوقهم كاملة، وحمايتهم من كافة أشكال الانتهاكات.

كما بالمناسبة ذاتها، تم توقيع الإطار التنظيمي الملحق باتفاقتي الشراكة المبرمتين بين وزارة التربية الوطنية والتعليم وتكوين الأطر والبحث العلمي.

وتنص الاتفاقية المبرمة بين المجلس والائتلاف، على نشر ثقافة حقوق الإنسان على أوسع نطاق، باستثمار كل الإمكانيات المتاحة من تظاهرات ومهرجانات وحفلات وعروض فنية وفي مختلف مجالات الإبداع، هذا فضلا عن تحسيس المبدعين والفنانين بالأدوار الأساسية والهامة التي يمكن أن يقوموا بها لنشر ثقافة حقوق الإنسان والنهوض بها.

ويلتزم الائتلاف بموجب هذه الاتفاقية، بتنظيم أنشطة خاصة بالتعريف بمبادئ وقيم حقوق الإنسان، وتنظيم ملتقى سنوي للإبداع المغربي في مجال حقوق الإنسان، وكذا انتداب بعض الفنانين للقيام بدور «سفراء النوايا الحسنة» لإشاعة مبادئ وقيم حقوق الإنسان.

في حين تنص الاتفاقية التي تربط المجلس بالرابطة المحمدية للعلماء، على التزام هذه الأخيرة بالعمل على نشر ثقافة حقوق الإنسان وتحسيس العلماء والوسطاء بالأدوار الأساسية والهامة التي يمكن أن يقوموا بها لنشر ثقافة حقوق الإنسان، وتنظيم أنشطة خاصة للتعريف بها، وانتداب بعض الفاعلين الدينيين ك«رسل الخير»، لإشاعة مبادئ وقيم حقوق الإنسان.

اليوم

بيان اليوم

الإنسان وإدراجها ضمن تصور يمنحها الانسجام والتكامل والاستدامة، ويوفر لها شروط الإبداع والتفاعل والتكيف مع الحاجيات المتجددة.

ومن جانبه، عاتب محمد الدرهم رئيس الائتلاف المغربي للثقافة والفنون، في بداية كلمته، عدم إدماج الملف الثقافي ضمن مسار عمل هيئة الإنصاف والمصالحة، اعتباراً لأن عدداً من التجارب الثقافية والفنية المشرفة والطليعية كمسرح الهواة والأندية السينمائية والمجلات عاشت دورها على وقع الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان.

وأكد الدرهم تعبيراً عن تجاوز ذلك الماضي الأليم، على الإيمان القوي لدى المبدعين والفنانين في الإسهام الفعلي والفاعل في الدفع بعجلة التنمية والتقدم، والالتزام بالانخراط في الدينامية الجديدة التي يعرفها المجتمع المغربي، عبر جعل

بيداغوجي ذو بعد محتلمي، يهدف إلى التأثير الإيجابي على العقلية والسلوكيات، بل وبشكل دعامة قوية لتربية الأجيال على التشبع بقيم حقوق الإنسان في شموليتها، وصيانتها بصفتها مصدراً للاستقرار والتنمية المجتمعيين.

وأضاف أن هذا المشروع الذي يتوخى نشر قيم حقوق الإنسان وتملك ثقافة حقوقية تتجلى في مواقف وممارسات تحترم معايير حقوق الإنسان كما هي متعارف عليها عالمياً، وتنعكس إيجاباً على الحياة اليومية للمواطنين والمواطنات، يتطلب انخراطاً واسعاً من لدن جميع الفاعلين.

وأشار في هذا الصدد، إلى ضرورة خلق دينامية تعبئ جميع الفاعلين بما فيهم الفاعلين في الحقلين الثقافي والإعلامي، وذلك لدعم الجهود التي يتم القيام بها حالياً، وكذا الجهود المستقبلية وترصيدها وتنسيبها لفائدة النهوض بثقافة حقوق

أما الاتفاقية الخاصة بالإطار التنظيمي الموقعة بين المجلس ووزارة التربية الوطنية والتعليم العالي، فتحدد مساطر عمل ومهام وصلاحيات لجنة الإشراف والتنسيق لتنفيذ مواد اتفاقية شراكة كان قد تم توقيعها سابقاً، والتي تهدفان إلى النهوض بثقافة حقوق الإنسان من خلال المنظومة التربوية في بعدها البيداغوجي والثقافي، وتنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مجال حفظ الذاكرة وجبر الضرر الجماعي.

وقال أحمد حرزني رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، في كلمة ألقاها في افتتاح اليوم الوطني للتواصل من أجل التربية على حقوق الإنسان والنهوض بها، المنظم من طرف المجلس بشراكة مع الائتلاف المغربي للثقافة والفنون تحت شعار «دينامية إبداعية متفاعلة.. من أجل مواطنة فاعلة»، (قال) «إن النهوض بثقافة حقوق الإنسان مشروع حقوقي وثقافي

الماضي الدفين قوة جديدة ومتجددة للتأسيس والبناء، يضطلع فيها المبدع والمثقف والفنان بالدور المنوط به كعقل وضمير للمجتمع».

وأوضح أن الائتلاف من خلال عقد الشراكة مع المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، يروم إلى الإدماج الفعلي للمبدعين والفنانين في الصيرورة التاريخية لملف حقوق الإنسان، والمساهمة الفاعلة في نشر ثقافة حقوق الإنسان عبر توظيف الثروات الثقافية والقدرات الفنية بالمسرح والموسيقى والسينما والتشكيل والدراما والآداب، معبراً عن أمله في أن تنخرط في هذا المسلسل، كل مكونات المجتمع المغربي بما فيها الحكومة والمؤسسات العمومية وهيئات المجتمع المدني والقطاع الخاص، ومختلف الفاعلين في المجال الحقوقي.



الميثاق التعاقدى حول نشر وتعميم ثقافة حقوق الإنسان

لحقوق الإنسان ورئيس الرابطة المحمدية للعلماء في تصريح لبيان اليوم، أن الميثاق التعاقدى لنشر وتعميم ثقافة حقوق الإنسان ينبني على عدد من العناصر تتمثل أولاها في الاستيعابية بمعنى أنه ليس نخبويا أو يخص فئة معينة بل يستوعب كل الفاعلات والفاعلين بحيث أن كل من سيطلع على هذا الميثاق سيشعر أنه معني بمقتضياته.

أما العنصر الثاني الذي يتميز به هذا الميثاق التعاقدى كونه يتضمن عددا من الآليات والتي هي عملية تنزيلية، ذلك أن الأمر لا يقتصر على جانب الإعلان عن النوايا الحسنة، بل إن الميثاق تضمن عددا من الآليات الوظيفية والعملية.

في حين أن العنصر الثالث الذي يميز هذا المشروع، فيتمثل في كونه يشمل مجالات كثيرة تمتد من الجانب الثقافي والفني والرياضي إلى جوانب ميدانية كالجامة والمسرح والسوق. كما يتضمن الميثاق مقتضى خاص بتعبئة السلطات العمومية والمحلية وجميع هيئات المجتمع المدني والقطاع الخاص والمؤسسات الدينية والجمعيات والأحزاب السياسية والنقابات والرابطات المهنية والمربين وأباء التلاميذ والقطاع الخاص ووسائل الإعلام، هذا فضلا عن التزام الأطراف المنخرطة فيه بالعمل على ضمان التطبيق الفعلي للحق في حرية التعبير والحق في الإعلام ومساعدة الجميع للوصول إلى وسائل الإعلام والمشاركة في تطويرها ولاسيما الصحافة والإذاعة والتلفزيون والانخراط في العصر الرقمي، وكذا المساهمة في منع انتهاكات حقوق الإنسان والقضاء على العنف الأسري والأشكال الأخرى من العنف الاجتماعي خاصة اتجاه النساء والفتيات والأطفال.

كشف المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان والائتلاف المغربي للثقافة والفنون، عن مضامين مشروع الميثاق التعاقدى حول نشر وتعميم ثقافة حقوق الإنسان.

ويتضمن نص هذا المشروع الذي يستمد أسسه من المواثيق والعهود الدولية الخاصة بحقوق الإنسان والتي التزم المغرب بالعمل على إعمالها، هذا فضلا عن مختلف التدابير والإجراءات التي تحملها الأرضية المواطنة ومقاصد الخطة الوطنية حول الديمقراطية وحقوق الإنسان، (يتضمن) عددا من البنود التي ستلتزم بها مجموعة من الأطراف ممثلة في مؤسسات عمومية وخاصة وهيئات المجتمع المدني وأفراد ذاتيين.

وأول التزام يحمله الميثاق التعاقدى حول نشر ثقافة حقوق الإنسان والنهوض بها، يتمثل في العمل إبداعا وإعانة ودعمًا، على أن يتمتع المغاربة كافة بحقوقهم وحرمانهم الأساسية بلا تمييز بينهم بسبب العرق أو الجنس أو اللغة أو الدين.

أما البند الثاني من الميثاق، فينص على العمل على احترام هذه الحقوق والحرريات عن طريق التعليم والتربية والفنون والآداب ومختلف الأنشطة الثقافية والفنية والتربوية والاجتماعية والرياضية والبيئية واتخاذ كافة الإجراءات لضمان الاعتراف بها وممارستها. كما تلتزم الأطراف المنخرطة في هذا الميثاق بالمساهمة في تأهيل المجتمع المغربي ليلتقي حول أرضية قيمة مشتركة، تشكل فيها مبادئ الكرامة والحرية والمساواة والعدل والتضامن والتسامح وقبول الاختلاف، قواعد لعلاقة الأفراد فيما بينهم سواء في حياتهم الخاصة أو العامة.

وأوضح أحمد عبادي رئيس مجموعة النهوض بثقافة حقوق الإنسان بالمجلس الاستشاري

Promotion de la culture des droits humains

Un projet culturel et pédagogique à forte dimension sociétale

La promotion de la culture des droits humains constitue un projet culturel et pédagogique à forte dimension sociétale, a indiqué, mercredi à Rabat, le président du Conseil Consultatif des Droits de l'Homme (CCDH), Ahmed Herzenni.

Intervenant lors d'une rencontre avec des artistes et intellectuels, en faveur de la promotion de la culture des droits de l'Homme, M. Herzenni a ajouté que ce projet vise à avoir un impact positif sur les mentalités et les comportements des citoyens, en faisant appel à une adhésion de tout un chacun.

Pour ce faire, M. Herzenni a appelé à la diffusion des valeurs des droits humains, l'imprégnation d'une culture de respect de ces droits, soulignant que la plateforme citoyenne pour la promotion de la culture des droits de l'Homme ambitionne de créer une dynamique pour mobiliser les acteurs gouvernementaux, non-gouvernementaux et ceux oeuvrant dans les

domaines culturel et médiatique.

Le Maroc connaît une forte dynamique en matière de consécration de démocratie et d'édification de l'Etat de Droit, a souligné le président de la Coalition marocaine de la culture et des arts (CMCA), Mohamed Derham, relevant que la question des droits de l'Homme a connu un des avancées considérables.

M. Derham a affirmé que tous les artistes et intellectuels doivent adhérer à la nouvelle dynamique impulsée dans la société marocaine et jouer pleinement le rôle qui leur incombe.

Cette rencontre, intervient pour pallier l'absence de coordination et de concertation de même qu'elle vise à sceller un

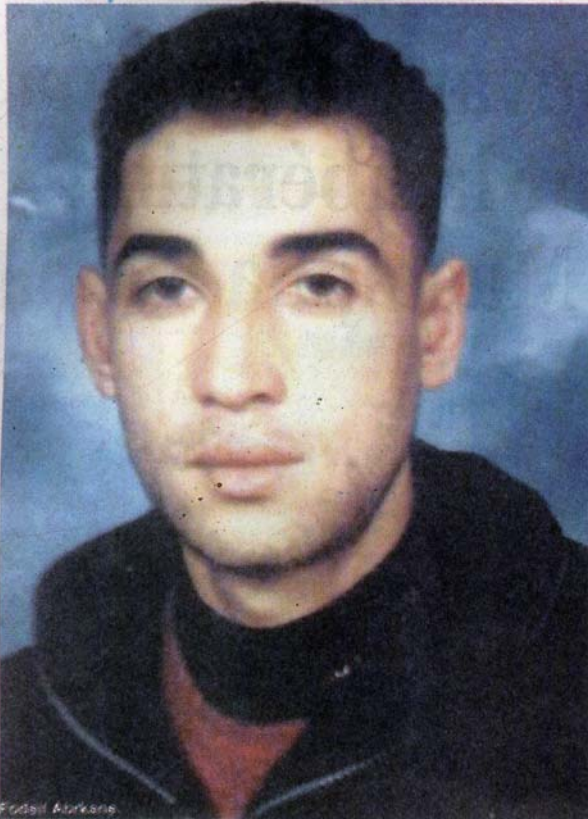
partenariat réel basé sur des objectifs clairs.

Cette rencontre a été marquée par la signature de deux conventions de partenariat et de coopération entre le CCDH, la CMCA et la Rabita Mohammedia des oulémas qui visent à diffuser la culture des droits de l'Homme.

Initiée par le Conseil et coalition marocaine pour la culture et les arts sous le thème "Une dynamique créative pour une citoyenneté active", cette rencontre a été marquée également par la signature d'un protocole réglementaire, par M. Herzenni et la secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement scolaire, Mme Latifa Labida.

Affaire Fodeil Abrkane

La Chabiba Ittihadia prochainement en sit-in devant le CCDH



Fodeil Abrkane

Salé, tout le monde se rappelle avec amertume les péripéties de la mort du jeune Fodeil Abrkan sous la torture au commissariat de Hay Salam. Les habitants du quartier Hay Inbiât se souviennent aussi de la cérémonie d'enterrement du jeune Fodeil. Les obsèques, spontanément, se sont transformées en une véritable marche populaire contre la torture et la "Hogra". Les populations, notamment les jeunes Slaouis, se rappellent, eux

aussi, le sit-in organisé par la jeunesse de l'USFP le vendredi 24 septembre dernier. Ils étaient des centaines à scander des slogans dénonçant la mort du «martyr de la torture» et affirmer la position de la Jeunesse Ittihadie comme organisation de jeunes militants pour l'instauration de l'Etat de droit. Après la Jeunesse Ittihadie, c'était au tour de l'AMDH de protester devant les locaux du « commissariat de la mort ». Malgré le silence du « pôle médiatique audiovisuel gelé

», l'affaire « Fodeil Abrkane » a pu être connue à Salé et dans tout le Royaume grâce aux efforts des ONG militantes et aux blogueurs marocains ayant utilisé les médias alternatifs comme moyen de diffusion de l'information. Ainsi, une solidarité nationale et internationale a pu être établie. Dans ce cadre, il faut rappeler qu'Amnesty International et plusieurs ONG internationales ont adressé des lettres demandant des éclaircissements auprès du gouvernement.

Or, aujourd'hui, l'affaire « Fodeil Abrkane » connaît une tournure qui menace la vérité et tend à ternir l'image du Maroc. Un quotidien casablancais a publié une série d'articles mentionnant que l'enquête judiciaire tend à innocenter les policiers accusés de torture. Le dernier article est signé «Mohamed Boudali» : n° : 3266, daté du 11 octobre 2010. Cet article souligne que « des sources fiables ont démontré que l'enquête judiciaire menée a révélé que Fodeil est décédé dans sa cellule et que les agents de police n'ont aucune relation avec sa mort ». Le même article ajoute que le jeune Slaoui a été « tabassé par d'autres prisonniers, alors que l'enquête affirme que les policiers n'ont aucune relation avec le crime » et cela « selon une source informée »!

En réponse à cet article, jugé par la famille, les amis de Fodeil et la jeunesse USFP

- Salé Lamrissa qui assure le suivi de cette affaire d'anti-déontologique et manquant de professionnalisme et d'éthique, la famille Abrkane, contactée par notre journal, a indiqué que les résultats de l'enquête ne sont pas encore rendus publics. « Comment le journaliste a-t-il pu accéder à des informations sur les résultats d'une enquête judiciaire qui n'est pas encore achevée ? », se demande Mustafa Abrkane, frère du défunt. « C'est comme si la justice nous préparaient, via les articles d'Essabah, à un revirement de l'affaire de mon frère », déclare-t-il sans dissimuler sa profonde inquiétude. Il a ajouté que « même les avocats ne disposent, jusqu'à l'heure actuelle, d'aucune information puisque tout le dossier du décès de mon frère est toujours dans les locaux de la police et de l'administration pénitentiaire ».

Mustafa Abrkane, témoin de la torture de son frère (il a assisté à la torture au commissariat, sa chemise porte à nos jours des tâches de sang de son frère), a exprimé son inquiétude face aux rebondissements de l'affaire Abrkane. « Ce que je revendique c'est la vérité. Jusqu'à présent, je n'ai pas été interrogé par la police judiciaire, moi qui suis témoin de la torture de mon frère ! Comment admettre les résultats d'une enquête qui passe entre le silence et la rumeur d'un journal qui ne peut respecter la déontologie de la presse ?!

Libération

», déclare Mustafa. D'ailleurs, si la police a été innocente de l'acte de torture et de décès, comment a-t-elle pu permettre la tenue de deux grands sit-in devant ses locaux ainsi que la diffusion dans la presse internationale et nationale de multiples articles l'accusant de violation grave des droits humains ? Comment n'a-t-elle pas pu intervenir lors de la marche vers le cimetière Si Daoui où fut enterré le défunt ? Pourquoi n'a-t-elle pas répondu aux accusations ?

Dans ce contexte marqué par la rumeur et le blocage de cette affaire, le bureau local de la jeunesse ittihadie et plusieurs jeunes militants des droits humains, ont tenu une réunion mardi 12 octobre courant et décidé d'organiser un deuxième sit-in pacifique sous le mot d'ordre « Tous contre la torture, tous pour la vérité ». Ce sit-in qui aura lieu, vendredi 23 octobre, devant le CCDH sera précédé de plusieurs rencontres-débats autour de la thématique de la torture et des droits humains.

Rappelons que, selon la version racontée par son frère, Fodeil était en moto quand il a été arrêté par la police la veille de l'Aïd El Fitr. Il a été accusé de "consommation de cannabis. Il a passé 48 heures au commissariat avant d'être libéré par le juge au lendemain de l'Aïd. Lundi 13 septembre, il est retourné au commissariat pour récupérer sa moto et son portable. Les agents ont

refusé de lui rendre sa moto, car il n'avait pas d'assurance. Bien qu'il leur ait fourni une déclaration de perte, les agents refusaient de lui restituer sa moto. Mercredi 15 septembre, il s'est présenté avec un nouveau contrat d'assurance. Cette fois-ci, Fodail n'a pas su garder son sang-froid quand les mêmes agents lui ont demandé, "pour le tourmenter", de revenir un autre jour récupérer ses affaires. Du coup, il a commencé à échanger des insultes avec un agent. Ce dernier a ordonné de le mettre aux arrêts avant d'aller déposer plainte contre lui. Fodail a été accusé d'outrage à agent dans l'exercice de ses fonctions. Mustapha est allé rendre visite à son frère. Il l'a vu cerné par plusieurs agents qui le frappaient devant tout le monde en plein commissariat. "J'ai voulu intervenir pour faire cesser les coups meurtriers qui s'abattaient sur mon frère, des policiers m'ont pris par le bras, pour m'expulser et m'ordonner de ne jamais revenir au commissariat", nous a indiqué Mustapha Abrkane. Et d'ajouter que son frère, "sûrement après que son état s'est aggravé", a été conduit à la prison "Zaki" vendredi 17 septembre, tard la nuit. "Ils l'ont emmené à l'hôpital après six heures de détention à Zaki. Il est décédé à 10h40min, avant d'arriver à Ibn Sina à Rabat suite aux tortures dont il a été victime.

MONTASSIR SAKHI